

# LE RADICALISME ET LE SOCIALISME...

## **Troisième partie:**

Après avoir examiné la question de la propriété, nous aborderons les problèmes de production, de consommation, d'échange et de circulation.

Les économistes bourgeois qui se sont occupés de rechercher les lois qui président à la production et à la distribution des richesses, ont cru tout expliquer en invoquant la loi de l'offre et de la demande, en lançant leur fameux «*laissez-faire, laissez-passer*». La liberté est un des dogmes vénérés de la Révolution bourgeoise. Mais en proclamant la liberté, la bourgeoisie a oublié une chose essentielle, c'est de donner à tous les moyens de la pratiquer: c'est là le fond du débat qui partage le monde bourgeois et le monde socialiste. Les radicaux, tout comme les économistes bourgeois, nous disent: *Chacun n'est-il pas libre de parvenir à la plus brillante position? Avec du travail, chacun peut devenir patron, propriétaire de manufacture, commander aux autres après avoir obéi; c'est le seul moyen d'établir, dans les limites du possible, l'équilibre social.*

Quelqu'un a dit que la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée; le meilleur moyen de savoir jusqu'à quel point la parole exprime la vérité, c'est d'examiner les faits.

De par la Révolution de 89 et les conséquences qu'elle a eues en Europe, je suis un homme libre, mais je suis en même temps un ouvrier rubanier. Je vais offrir mon travail à la porte d'une fabrique de rubans. Deux bras de plus ou de moins importent peu au manufacturier; pour moi, au contraire, la question est vitale, car si je n'ai pas de travail, ma famille devra subir des privations, la misère. On accepte mes bras à la condition d'une réduction de salaire; j'ai vainement frappé à la porte de plusieurs établissements; la crainte du lendemain, la nécessité du moment me font vendre mon travail à meilleur marché. Voilà pour l'ouvrier toute la pratique de la liberté. D'un côté, un riche manufacturier, propriétaire de tous les instruments de travail dont ont besoin une quantité considérable d'ouvriers pour faire fructifier leur labeur, et, en fait, dépositaire des destinées de ses ouvriers; de l'autre, la masse des producteurs, représentant l'élément essentiel de la production, - le travail - mais dénués de tout capital, n'ayant aucune part dans la possession de l'instrument du travail, et contraints de vendre leur travail au prix qu'on veut bien leur donner. En présence de cette situation, on se demande comment l'économie bourgeoise et tous ceux qui vivent de l'application de ses théories, peuvent invoquer la fameuse liberté d'arriver aux conditions sociales les plus élevées? Tant que l'une des branches de l'industrie est dans la première phase de son développement, on conçoit que l'ouvrier, par un travail assidu et par des privations, puisse devenir petit patron; on peut admettre encore qu'un petit patron puisse développer son entreprise jusqu'aux conditions de la moyenne industrie, et une fois là, si les spéculations lui sont favorables, transformer son atelier en manufacture. Les exemples de ce genre sont assez nombreux dans l'histoire de la bourgeoisie, et on conclut généralement que l'ouvrier qui le voudrait sérieusement pourrait s'affranchir et parvenir.

Nous devons reconnaître que, tant qu'il s'agit des petits métiers, la chose est possible. Mais sitôt qu'il s'agit de la moyenne industrie, cela devient très difficile, et il faut que des circonstances extraordinaires favorisent l'ouvrier qui veut se faire une position. En présence de la grande industrie, la chose devient impossible. Or, pour toutes les industries constituées sur l'échelle de la moyenne et grande production, il ne peut plus être question de passer par la filière des petits métiers; il faut tout de suite se placer sur le pied des grands chefs d'ateliers et des manufacturiers. Comment l'ouvrier qui n'a d'autres ressources que son travail personnel parviendrait-il à cette entreprise? Nous admettrons encore que cela soit possible pour quelques-uns. Mais pour un qui sera parvenu, quelle masse innombrable reste en route et sert de marche-pied à l'activité et à l'ambition de celui qui parvient? Et dans le système économique actuel, il n'en peut pas être autrement. Dans les petits métiers, si tous étaient patrons, la concurrence extrême qui en résulterait rendrait la position de cette foule de petits patrons plus misérable que celle des ouvriers; dans la moyenne et grande industrie, si tous étaient patrons, la moyenne et grande industrie n'existeraient plus. Telles sont les splendides contradictions où aboutissent les théories bourgeoises sur la pratique de la liberté.

Mais enfin, nous dit-on, s'il n'y avait pas dans les entreprises industrielles cette direction unique d'un patron, toute la production serait paralysée, et notre civilisation n'aurait pas à son avoir les richesses que nous admirons. Nous ne faisons aucune difficulté pour reconnaître qu'une intelligente direction dans les entreprises est un facteur important, et nous examinerons dans un instant s'il n'est pas possible de constituer plus avantageusement l'administration des entreprises industrielles, agricoles, commerciales, qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais il faut que le monde bourgeois soit arrivé à un degré d'impudeur bien développé, pour prôner avec tant de suffisance son ordre économique, quand de toutes parts les débâcles succèdent aux débâcles, lorsque les crises sont en permanence, que la misère grandit et se généralise dans le peuple, tandis que la richesse publique passe adroitement dans les mains d'habiles spéculateurs. Comment les grandes faillites ne seraient-elles pas à l'ordre du jour, quand la grande exploitation, les spéculations fabuleuses sont une nécessité économique pour les entrepreneurs et les directeurs? Il faut parvenir au haut de l'échelle ou tomber à moitié chemin. Nous disons que c'est une nécessité économique, et nous allons le prouver: existe-t-il, en ce moment-ci, un moyen de baser la production sur les nécessités de la consommation? La loi de l'offre et de la demande, nous dira-t-on. Dans les conditions actuelles, lorsque le produit est fabriqué, s'il n'est pas demandé, il ne s'écoulera pas ou se vendra à perte; en cela la loi de l'offre et de la demande exprime la réalité, mais elle ne prévoit rien; elle ne dit pas, elle nie même, qu'il soit possible de prévoir et par quels moyens on peut prévoir. Cependant, par l'établissement général et régulier de la statistique du travail, il serait possible de constituer d'une manière positive les bases de la production sur les nécessités de la consommation. Les spéculateurs ont précisément intérêt à opérer sur l'imprévu, à surfaire la production, pour surcharger les marchés et déprécier les produits, et faire ainsi ce qu'on appelle une magnifique affaire. Si l'entreprise coule quelques concurrents, elle devient splendide; qu'une foule de fabricants soient entraînés dans la faillite, qu'une industrie toute entière soit en souffrance pendant des années entières, n'importe, l'orgie des grandes spéculations va son train, cherchant et trouvant de nouvelles victimes. C'est le peuple travailleur qui, en définitive, supporte les conséquences de cette application de la liberté telle quelle est comprise par la bourgeoisie. Et il en sera ainsi tant que le peuple laissera passer entre les mains des accapareurs la richesse qu'il produit, tant qu'il laissera la direction de la production aux mains des classes dirigeantes.

La distribution des richesses, par l'intermédiaire du commerce, présente les mêmes caractères d'accaparement, de spéculation que nous offre la production. Une hiérarchie innombrable d'intermédiaires qui s'interposent entre le producteur et le consommateur, renchérissent les produits et se livrent à des spéculations lucratives, tout comme le font les chefs de l'industrie. C'est une féodalité mercantile qui se partage, avec les féodalités industrielle et financière, le gâteau préparé par le travail du peuple.

Pour compléter ce système économique, les principaux-moyens de circulation sont la propriété de grandes compagnies capitalistes, et le public paie cher les services que lui rend ainsi le capital. Le capital, par contre, ne paie rien ou presque rien pour la concession de toute la richesse naturelle qui lui a été faite pour l'établissement de son exploitation.

Enfin, une organisation puissante du crédit aide au fonctionnement de tous les rouages de cette machine économique, au moyen de laquelle la bourgeoisie attire à elle la plus grande somme de la richesse créée par le travail des masses populaires.

Les radicaux, qui sont en adoration devant le citoyen, ont compris pourtant qu'il y avait contradiction à traiter l'ouvrier comme citoyen, en tant que membre du corps politique, et à l'exploiter en tant que machine économique. On a trouvé un système de juste-milieu qui sauve les apparences. Les sociétés coopératives de production, de consommation, de crédit, l'exploitation par l'État des voies de circulation, seraient, au dire des radicaux, la panacée universelle. Nous ferons remarquer à Messieurs les radicaux que, lors de la naissance des sociétés coopératives, qui furent l'une des étapes du mouvement socialiste, ils en furent tout d'abord les ennemis, et n'en devinrent les amis que lorsqu'ils s'aperçurent qu'elles ne pouvaient pas constituer un grand danger pour l'ordre actuel.

On peut concevoir les coopérations de production dans la petite et moyenne industrie, et encore entourées de difficultés telles que l'insuccès est certain. Les expériences faites sont concluantes. Le milieu actuel, dont l'atmosphère est imprégnée de notions bourgeoises qui pénètrent l'existence de chacun, n'est pas propre à développer les principes de solidarité nécessaires à la bonne marche d'une coopération, et les difficultés économiques sont considérables en présence des moyens de lutte à la disposition des entrepreneurs bourgeois. Quant à la coopération dans la grande industrie, les uns en ont fait leur deuil, parce qu'ils l'ont reconnue impraticable; les autres ont imaginé le crédit de l'État pour l'installer. Ce dernier moyen est sérieux; nous ferons seulement remarquer qu'il conduit inévitablement au communisme d'État; les radicaux

ont trop horreur du communisme au profit de la masse, et sont trop amoureux du communisme au profit d'une minorité, pour vouloir sérieusement user de ce moyen.

Ceux qui ont fait leur deuil de la coopération dans la grande industrie, échapperont difficilement à ce dilemme: ou bien la coopération est pour eux un moyen sérieux d'opérer l'émancipation du prolétariat, et alors ils doivent en vouloir l'application pour la grande masse des prolétaires, pour ceux qui travaillent dans la grande industrie; ou bien ils ne veulent pas l'émancipation de cette grande masse, et alors la coopération est pour eux une blague.

Les sociétés coopératives de consommation, les sociétés de crédit, ont eu plus de succès, mais c'est grâce à l'introduction dans leur organisation de l'un des principes chers à la bourgeoisie, - le prélèvement de bénéfices en faveur du capital. Nous ne connaissons, dans notre contrée, qu'un exemple de coopération de consommation fondée sur le principe nouveau de l'élimination des bénéfices en faveur du capital, - c'est le magasin institué à St-Imier par la *Fédération ouvrière* du district de Courtelary. Je suis heureux de constater la bonne marche de cette entreprise, et je me permets d'émettre le vœu de voir les ouvriers du district acquérir suffisamment d'énergie et d'initiative pour donner à cette institution toute l'extension possible.

La remise entre les mains de l'État des voies de circulation, ne changera en rien les conditions économiques du peuple. Pour l'État, l'exploitation des chemins de fer et autres voies de communication sera un moyen de prélèvement d'impôt, et le travail en supportera les frais comme auparavant.

Les réformes économiques projetées par les radicaux, ne sont donc pas un moyen d'émanciper le travail, et cette tactique nouvelle des radicaux doit démontrer aux ouvriers qu'ils doivent apprendre à distinguer la réalité des apparences.

Il nous reste, pour terminer ce chapitre traitant des questions économiques, à exposer le programme du parti socialiste:

- Nous voulons la propriété collective, comme résultat de révolution économique qui a transformé toutes les conditions sociales dans les temps modernes.

- Comme moyen pratique de transformation de la propriété individuelle collective, nous pensons que le moyen le plus direct, le plus simple, est l'expropriation des détenteurs actuels, par les masses insurgées.

- Comme moyen de constitution organique de la propriété collective, nous proposons que chaque corps de métier prenne possession du capital-instrument qu'il a à utiliser; que les capitaux industriels soient la propriété de la Commune, ou si leur importance l'exigeait, de la Fédération des communes, et que ces capitaux soient concédés, moyennant certaines garanties, aux groupes producteurs; que le sous-sol, le sol, les forêts, rivières, voies de communications soient la propriété des Fédérations de communes, et soient également concédés, sous les garanties suffisantes, aux associations de producteurs respectives; que la Fédération internationale organise l'exploitation des grandes voies de circulation ayant un caractère d'internationalité.

Comme organisation de la production et de l'échange, nous proposons la constitution dans chaque localité, de groupes producteurs constitués librement, suivant les branches de productions existant dans la localité; la fédération locale de ces groupes producteurs constituant la Commune, déterminant les rapports entre les groupes, les obligations générales à l'égard de la Commune, et installant un comptoir d'échange pour l'achat et la vente des subsistances. Les différents groupes locaux d'un métier constitueraient des Fédérations régionales d'un même métier, comme les Communes constitueraient la Fédération des communes; cette organisation embrasserait ainsi la totalité des intérêts existants.

Comme moyen de préparation à cette transformation, nous proposons la création des corps de métiers et leur fédération, tant locale que régionale; l'organisation de l'assurance mutuelle pour les accidents qui peuvent frapper l'ouvrier, et surtout de la résistance, pour la défense des intérêts ouvriers; l'initiative d'entreprises industrielles et commerciales qui seraient la propriété des organisations ouvrières et constitueraient une école de pratique administrative; l'organisation de l'étude de toutes les branches utiles des connaissances humaines, et surtout des questions sociales; une propagande active, par la presse et la parole, des principes socialistes.

Cette organisation préparatoire contient tous les éléments constitutifs de la nouvelle organisation sociale et n'aurait, si elle était généralisée, qu'à s'imposer pour opérer la révolution sociale.

Nous venons de voir que, sur la question du pain, le parti radical représente absolument les intérêts bourgeois, ne veut pas de l'émancipation du travail. Pour l'ouvrier, c'est la pierre de touche au moyen de laquelle il peut reconnaître amis et ennemis. Le socialisme reprend l'œuvre de la Révolution de 1789, et à la conquête de la liberté vient ajouter la conquête des moyens à donner à tous pour la pratiquer. Pour que le travailleur soit libre, il faut qu'il possède l'instrument de travail. La situation économique actuelle ne permet cette appropriation que collectivement. Travailleur, prépare-toi à la révolution sociale, et si tes ennemis et leurs ignorants complices t'accusent de vouloir le vol et le partage, expose leur simplement la situation actuelle: *Tu es pauvre, et les grands voleurs sont considérés.*

*(A suivre).*

**Adhémar SCHWITZGUEBEL.**

-----